

## Révision générale des politiques publiques : une arme de destruction massive contre les services publics !

Le 10 juillet dernier, le Premier ministre Fillon organisait en public un briefing de ses troupes, dont Eric Woerth <sup>1</sup>, pour présenter la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP). La terminologie choisie pour nommer cette politique indique clairement la détermination avec laquelle le gouvernement entend s'attaquer aux services publics et à la Fonction publique. Le constat apocalyptique et falsificateur que dresse Fillon dans son discours sur l'Etat, soucieux d'avancer sur le terrain de l'idéologie pour justifier la guerre à outrance qu'il engage. Jugez-en : «insuffisance de l'évaluation, complexité des procédures, inflation normative, manque de souplesse dans la gestion des carrières, quasi absence de rémunération au mérite, approche trop mécanique des statuts, mal-être de certains de nos fonctionnaires, manque de mobilité professionnelle, inquiétudes de l'encadrement supérieur, faiblesse du dialogue social... ». Et d'ajouter que cela est «globalement partagé par les fonctionnaires comme par les usagers». Aussi engage-t-il ce qu'il qualifie «de rien de moins qu'une véritable révolution dans la réforme de l'Etat <sup>2</sup>» ...

### Mais de quoi s'agit-il ?

Au delà de l'intention, que le récent vote du budget 2008 confirme, il importe de s'attacher à comprendre la méthode et les implications de la RGPP. La lecture du guide méthodologique <sup>3</sup> indique dès sa première page que l'objectif est de «réaliser un examen stratégique des dépenses(...) de l'Etat» et «de s'interroger face à chaque dépense publique, pour la réorganiser de façon méthodique et intelligente et pour la rendre plus productive et plus efficace». La nouveauté consisterait donc à remonter à la source de chaque dépense publique. Et parce que la RGPP s'inscrit de manière explicite dans le prolongement de la mise en oeuvre de la LOLF dont on sait déjà les effets dévastateurs en emplois et en moyens, les conclusions s'imposent d'elles-mêmes : il ne s'agira pas de rendre un meilleur service au public mais bien d'opérer de nouvelles coupes budgétaires... juste un peu plus drastiques et s'attaquant directement à la structure même de la fonction publique et des services qu'elle met en oeuvre.

### Une méthode et un calendrier

A la manière d'une opération militaire de destruction, un plan a été établi. D'abord, il s'agit de dépêcher une avant-garde en lâchant une douzaine d'équipe d'audits, formées à partir des inspections générales et de consultants issus du secteur privé. Ces auditeurs sont armés d'une check-list de questionnements : «Que faisons-nous ? Quels sont les besoins et les attentes collectives ? Faut-il continuer à faire de la sorte ? Qui doit le faire ? Qui doit payer ?

Comment faire mieux et moins cher ? Quel doit être le scénario de transformation ?» Ainsi sont-ils sommés de s'interroger pour chaque missions

sur son externalisation, son abandon ou une révision (à la baisse) de son objectif. Enfin, ils auront à proposer des scénarios de réduction des budgets dont au moins un intégrant la promesse électorale présidentielle (comprenez l'injonction) de ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite <sup>4</sup>. Le calendrier fixe la fin d'un premier travail (en cours) d'audit pour le mois de décembre 2007 qui devra se conclure par l'élaboration de scénarios. Dans une seconde période, de janvier à mai 2008, les équipes d'audit travailleront sur les scénarios définitifs. Ceux-ci serviront de base pour des programmations (entendez en réalité «déprogrammation» ou coupes) budgétaires pluriannuelles jusqu'en 2011.

### Résistance !

Face à une telle obstination, toute à la fois méthodique et dogmatique, les personnels n'auront d'autres choix que de se mobiliser massivement, avec une très grande vigueur, pour résister à toutes les agressions que cette révision générale des politiques publiques annonce. Celle-ci est d'ailleurs directement inspirée la politique canadienne de «Revue des programmes <sup>5</sup>» qui avait abouti, entre 1994 et 1998, à la suppression de 60000 postes de fonctionnaires dans ce pays et à l'abandon de nombre de missions.

Qu'on se le dise, demain personne ne raserait gratis ! Une double logique est évidemment à l'oeuvre : l'abandon de certaines de nos missions au privé, c'est-à-dire au marché et à la concurrence ; d'autre part, mais en corollaire, des suppressions d'emplois par dizaines milliers, la déréglementation et la remise en cause de notre statut dans ce qu'il participe d'une Fonction publique fondée sur l'égalité, l'indépendance et guidée par l'intérêt général.

Bruno Lévêder

### NOTES

<sup>1</sup> Ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique

<sup>2</sup> L'ensemble des déclarations belliqueuses du Premier ministre sont consultables à l'adresse : [http://www.thematiques.modernisation.gouv.fr/bib\\_res/814.pdf](http://www.thematiques.modernisation.gouv.fr/bib_res/814.pdf)

<sup>3</sup> Téléchargeable à l'adresse suivante : [www.fonction-publique.gouv.fr/IMG/guide\\_methodologique\\_RGPP.pdf](http://www.fonction-publique.gouv.fr/IMG/guide_methodologique_RGPP.pdf)

<sup>4</sup> Injonction formulée par deux fois dans le *Guide méthodologique de la RGPP*, pp. 5 et 6

<sup>5</sup> Pour plus d'infos, consultez : [www.audits.performance-publique.gouv.fr/bib\\_res/ci/74.pdf](http://www.audits.performance-publique.gouv.fr/bib_res/ci/74.pdf)